



RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE LA CORPORATION

Un règlement se rapportant à la réglementation des affaires

JEUNE BARREAU DE QUÉBEC INC.

ci-après appelée la « corporation »

QU'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété, à titre de règlement général (1992--1) de la corporation, ce qui suit:

1. INTERPRÉTATION

Dans ce règlement et tout autre règlement de la corporation, à moins que le contexte ne s'y oppose:

- 1.01 Loi: désigne la *Loi sur les compagnies* (L.R.Q., 1977, C-38), ainsi que tout amendement subséquent et toute loi pouvant lui être substituée.
- 1.02 Lettres patentes: désignent les lettres patentes de la corporation ainsi que toute modification y apportée subséquentement.
- 1.03 Membre: désigne le membre de la corporation, tel que défini à l'article 4.01 des présentes et qui ne fait pas l'objet de suspension ou d'expulsion en vertu du présent règlement ou de tout autre règlement de la corporation.
- 1.04 Règlement: désigne tout règlement de la corporation en vigueur à l'époque pertinente.
- 1.05 Les termes employés au singulier comprennent le pluriel et vice versa; ceux employés au masculin comprennent le féminin, et vice versa.
- 1.06 Les titres employés dans les règlements n'y sont insérés qu'à titre de référence et on ne doit pas les considérer ou en tenir compte dans l'interprétation des expressions et dispositions desdits règlements, ni

présumer qu'ils élucident, modifient ou expliquent la portée desdites expressions ou dispositions.

2. SIÈGE SOCIAL

Le siège social de la corporation est situé au Palais de Justice de Québec ou à tout autre endroit déterminé de temps à autre par résolution du conseil d'administration.

3. SCEAU

3.01 Forme et teneur: Les conseillers peuvent déterminer le sceau de la corporation et préciser sa forme et teneur.

3.02 Conservation et utilisation: Le sceau est gardé par le secrétaire à son bureau ou au siège social de la corporation. Il ne peut être apposé que par le secrétaire ou le président ou une autre personne autorisée par le conseil d'administration.

4. LES MEMBRES DE LA CORPORATION

4.01 Conditions d'éligibilité: Sujet aux autres dispositions des présentes, tout avocat inscrit au Tableau de l'Ordre, tel que défini à la *Loi sur le Barreau* (L.R.Q., 1977, B-1) pour la section de Québec, est membre de la corporation et le demeure jusqu'au dixième anniversaire de cette inscription d'après le Tableau de l'Ordre; il cesse automatiquement d'être membre le jour de ce dixième anniversaire.

4.02 Exception: Nonobstant le paragraphe précédent, les membres du conseil d'administration demeurent membres de la corporation jusqu'à l'expiration de leur terme.

4.03 Liste des membres: Le secrétaire doit tenir accessible au siège social ou à un endroit déterminé de temps à autre par le conseil d'administration, pour fins d'examen par les membres, la liste des membres de la corporation. Aux fins de la confection de cette liste, le secrétaire doit se référer à la liste des membres de la section de Québec du Barreau du Québec préparée par le Barreau du Québec.

5. ASSEMBLÉES DES MEMBRES

5.01 Assemblée annuelle: L'Assemblée générale annuelle des membres doit avoir lieu au siège social de la corporation entre le 20 avril et le 10 mai de chaque année, au jour et à l'heure déterminée par les conseillers ou en tout autre lieu que peuvent déterminer les conseillers. Outre l'étude des autres points de l'ordre du jour, chaque assemblée annuelle doit servir à l'examen des états financiers, recevoir les rapports du président, du secrétaire, du trésorier et des vérificateurs, à la nomination de ces derniers, présenter les candidats élus et de façon générale, décider toute question concernant la corporation.

5.02 Assemblée spéciale: Une assemblée spéciale des membres peut être convoquée par le secrétaire:

- i) sur ordre du président;
- ii) sur résolution du conseil d'administration;
- iii) sur demande écrite d'au moins vingt (20) membres de la corporation, énonçant les raisons pour lesquelles la convocation est demandée;

Au cas de défaut du secrétaire d'effectuer la convocation de l'assemblée spéciale dans les cinq (5) jours suivant, la convocation peut être faite par un membre du conseil d'administration ou par tout autre membre ayant signé la demande de convocation.

5.03 Quorum: Le quorum de l'assemblée annuelle ou de toute autre assemblée générale est de quinze (15) membres. Lorsque le quorum est atteint à l'ouverture d'une assemblée des membres, les membres présents peuvent procéder à l'examen des affaires de cette assemblée, nonobstant le fait que le quorum ne soit pas maintenu pendant le cours de cette assemblée.

5.04 Avis de convocation: L'avis des assemblées générales annuelles ou spéciales est donné par circulaires transmis par la poste à chaque membre, à l'adresse indiquée sur la liste mentionnée à 4.03:

- i) Dans le cas de l'assemblée générale annuelle, au moins vingt (20) jours avant la date fixée pour cette assemblée;
- ii) Dans le cas de toute assemblée générale spéciale, au moins quatre (4) jours avant la date de l'assemblée;

Cet avis précise la date, l'heure, le lieu et les objets de l'assemblée et dans le cas de l'assemblée générale annuelle, l'avis doit reproduire l'article 7.01.

Aucune erreur ou omission dans l'envoi de l'avis de convocation ou l'ajournement d'une assemblée annuelle ou générale des membres n'annule ladite assemblée ni les délibérations qui ont été faites; tout membre peut renoncer n'importe quand au droit de recevoir un tel avis et peut ratifier, approuver et confirmer l'une ou toutes les délibérations qui ont été faites. Les membres et conseillers, recevront l'avis de convocation ou d'ajournement d'une assemblée à leur dernière adresse figurant sur la liste des membres prévus à l'article 4.03.

5.05 Proposition d'une question par un membre: Un membre qui désire soumettre un sujet à l'assemblée générale annuelle doit en donner avis écrit au secrétaire au moins dix (10) jours avant l'assemblée et la majorité absolue des membres présents doit y consentir.

5.06 Vote: Le vote par procuration n'est pas permis et chaque membre en règle dispose d'une voix lors de l'assemblée.

Les votes sont exprimés à main levée ou au scrutin, par appel nominal, à moins que le scrutin secret ne soit réclamé à la majorité absolue des membres présents à l'assemblée.

5.07 Majorité: A moins que la Loi ou le règlement n'y pourvoient autrement, les décisions sont prises à la majorité des voix, en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

5.08 Présidence: Le président ou, à son défaut, le premier vice-président préside l'assemblée. En l'absence de ceux-ci, l'assemblée nomme son président.

Le secrétaire de la corporation agit comme secrétaire de l'assemblée. En son absence, l'assemblée désigne un secrétaire.

5.09 Procédure: Un membre ne peut prendre la parole qu'une fois sur une question dont est saisie l'assemblée, sauf avec la permission du président de l'assemblée.

Le membre qui propose et celui qui appuie une résolution peuvent répliquer.

Sous réserve de la Loi et du règlement, à moins que l'assemblée n'en décide autrement, le Code Morin « procédure des assemblées délibérantes » régira le déroulement de l'assemblée.

6. CONSEIL D'ADMINISTRATION

- 6.01 Composition: Le conseil d'administration de la corporation est composé de douze (12) conseillers élus et du président sortant. De ces douze (12) conseillers, il y a un président nommé par les conseillers élus lors de l'assemblée annuelle et cinq (5) officiers nommés par le président lors de la première réunion du conseil soit : un vice président, un deuxième vice-président, un trésorier, un secrétaire, un secrétaire adjoint.
- 6.02 Éligibilité: Sous réserve de la Loi, seuls peuvent être conseillers les membres en règle de la corporation.
- 6.03 Durée du mandat: Sous réserve de l'article 10.01 des présentes, chaque conseiller demeure en fonction pour un (1) an ou jusqu'à ce que son successeur soit élu, à moins que son mandat ne prenne fin avant terme. Le conseiller dont le mandat se termine est rééligible.
- 6.04 Démission: La démission d'un conseiller se donne par écrit et est adressée au président et est remise ou expédiée au secrétaire au siège social de la corporation. Cette démission prend effet à compter de la date de son envoi ou à toute autre date ultérieure indiquée par le conseiller démissionnaire.
- 6.05 Destitution: Le conseil d'administration peut destituer un conseiller pour cause de maladie ou d'invalidité, physique ou mentale, ou d'inconduite notoire ou s'il cesse d'être membre sous réserve de l'article 4.02. Les membres, en assemblée spéciale convoquée à cette fin, peuvent destituer un conseiller pour un motif qu'ils jugent suffisant.
- Le conseil d'administration peut destituer un conseiller qui fait défaut d'assister à trois (3) réunions consécutives du conseil d'administration et ce, sans excuse légitime selon l'opinion des membres du conseil.
- 6.06 Vacance: Le conseil peut, par résolution, combler toute vacance qui survient parmi ses membres, au cours de la durée d'un mandat, en choisissant un nouveau conseiller parmi les membres de la corporation autres que ceux du conseil d'administration, à moins que, dans le cas d'une destitution, les membres ne s'en chargent à l'assemblée spéciale prévue à cette fin. Lorsque le nombre de conseillers dûment élus qui demeurent en poste ne forment plus le quorum requis à l'article 8.04 des présentes, le conseil doit convoquer une assemblée spéciale des membres afin d'élire les conseillers remplaçants. Le mandat du remplaçant prend fin au moment où celui de son prédécesseur aurait normalement expiré. Ce paragraphe s'applique, avec les changements qui s'imposent, comme s'il s'agissait d'un remplacement,

quand le nombre de conseillers est augmenté avant l'assemblée générale annuelle des membres où doit avoir lieu l'élection des titulaires de nouveaux postes.

7. ÉLECTION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

7.01 Mise en candidature: Les conseillers sont élus parmi les membres de la corporation qui ont déposé leur bulletin de mise en candidature dans les délais prescrits, hormis le président sortant, lequel est membre d'office du conseil d'administration formé pour l'année suivant son mandat à la présidence.

La mise en candidature des candidats au poste de conseiller se fait par un bulletin de présentation signé par au moins dix (10) membres de la corporation et par le candidat et accompagné d'un résumé de ses expériences personnelles et de ses implications sociales.

Le bulletin de mise en candidature doit être transmis au siège social de la corporation au plus tard avant 17h00 le troisième vendredi précédant l'assemblée générale. Si ce jour est non juridique, le bulletin de mise en candidature doit être déposé au plus tard le premier jour juridique précédant ce vendredi.

7.02 Proclamation: S'il n'est pas proposé plus de douze (12) candidats aux charges de conseillers, ces candidats sont déclarés élus.

S'il n'est proposé aucun candidat à une charge de conseiller, le titulaire en sera désigné de la façon prescrite à l'article 6.06 du présent règlement.

7.03 Droit de vote: Tout membre en règle de la corporation a droit à un vote.

7.04 Déroulement du scrutin: Après l'expiration du délai de présentation, si un scrutin est nécessaire, la liste des candidats doit être affichée au Greffe de la Cour Supérieure de Québec, à la bibliothèque sise au Palais de Justice de Québec, et, les jours de votation, à l'entrée de la salle de scrutin. Le conseil d'administration peut également décider de publier cette liste dans un journal de son choix.

7.05 Tenue du scrutin: Si le scrutin est nécessaire, il doit se tenir pendant une (1) journée une semaine avant l'assemblée générale, de 9 h à 16 h au Palais de Justice de Québec;

7.06 Président d'élection et scrutateurs: Le conseil d'administration nomme un président d'élection, un secrétaire et un scrutateur pour chaque endroit de

scrutin ainsi que toute autre personne nécessaire à la tenue du scrutin.

- 7.07 Bulletin de vote: Le vote se donne sur un bulletin reproduisant essentiellement la formulation suivante :

JEUNE BARREAU DE QUÉBEC INC.

Conseillers

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.
- 5.
- 6.
- 7.
- 8.
- 9.
- 10.
- 11.
- 12.

- 7.08 Processus de votation: Les scrutateurs et le secrétaire du scrutin surveillent le scrutin sous l'autorité du président d'élection.

Le scrutateur doit parapher chaque bulletin et il doit remettre un de ces bulletins à chaque membre qui se présente pour voter.

- 7.09 Vote par anticipation: Tout membre peut voter par anticipation s'il a des motifs de croire qu'il sera absent ou incapable de voter le jour du scrutin prévu à l'article 7.05.

Toute personne qui désire voter par anticipation doit, avant d'être admise à voter, apposer sous serment sa signature dans un formulaire établi à cette fin et indiquer la raison qui la qualifie pour voter par anticipation.

Dans le cas de vote par anticipation, deux scrutateurs et le secrétaire du scrutin surveillent le scrutin sous l'autorité du président d'élection.

- 7.10 Dépouillement: À la fin du scrutin, le scrutateur et le secrétaire procèdent au dépouillement.

Au cas d'égalité des votes, il y a recomptage, et si l'égalité persiste, le président d'élection, par tirage au sort, détermine le ou les candidats élus.

8. ASSEMBLÉE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- 8.01 Lieu des assemblées: Le conseil tient chacune de ses séances au siège social, à moins qu'il n'ait précédemment décidé de tenir la séance ailleurs ou que le président n'ait pris l'initiative de convoquer la séance ailleurs. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que les besoins de la corporation l'exigent, mais au moins à dix (10) occasions par année.
- 8.02 Convocation: Le conseil se réunit sur la convocation du président ou de deux conseillers. Le secrétaire donne de la part des convocateurs un avis d'au moins deux (2) jours pour chacune des séances du conseil.
- 8.03 Comités: Le conseil d'administration pourra, lorsqu'il le juge à propos, créer différents comités dont les objets et le mandat seront déterminés par le conseil d'administration. Ces comités relèveront directement du conseil d'administration qui en choisira le responsable, fixera la procédure à suivre et la durée du mandat de chaque comité.
- 8.04 Quorum: Cinq (5) conseillers forment le quorum à toute assemblée du conseil d'administration.
- 8.05 Vote: Les décisions du conseil se prennent à la majorité des voix données, chaque conseiller disposant d'une (1) voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.
- 8.06 Participation par téléphone: Un conseiller peut, avec le consentement de tous les autres conseillers de la corporation, que ce consentement soit donné avant, pendant ou après la réunion, participer à une assemblée du conseil d'administration, à l'aide de moyens, dont le téléphone, lui permettant de communiquer avec les autres conseillers participant à l'assemblée, tous les conseillers pouvant par ailleurs communiquer entre eux à l'aide de moyens dont le téléphone. Ce conseiller, en pareil cas, est réputé assister à l'assemblée.
- 8.07 Renonciation: Tout conseiller peut, par écrit, télégramme, câblogramme télex ou courriel adressé au siège social de la corporation, renoncer à tout avis de convocation d'une assemblée du conseil d'administration ou à tout changement dans l'avis ou même à la tenue de l'assemblée. Une telle renonciation peut être valablement donnée soit avant, soit pendant, soit après l'assemblée en cause. La présence à l'assemblée d'un conseiller équivaut à telle renonciation, sauf s'il y assiste spécialement pour s'opposer à la tenue de l'assemblée en invoquant, entre autres, l'irrégularité de sa convocation.
9. Indemnisation des conseillers et autres: Un conseiller ou un dirigeant de la corporation et une

personne qui a pris ou doit prendre des engagements au nom de la corporation, de même que ses héritiers, exécuteurs, administrateurs des biens immeubles et meubles, dans cet ordre, sont au besoin et en tout temps tenus indemnes et à couvert à même les fonds de la corporation.

- a) de tout prêt, charge et dépenses quelconques que ce conseiller, dirigeant ou personne, supporte ou subit au cours ou à l'occasion d'une action, poursuite ou procédure intentée ou exercée contre lui, en raison d'actes faits ou choses accomplis ou permis par lui dans l'exercice et l'exécution de ses fonctions ou touchant auxdits engagements;
- b) de tous autres frais, charges et dépenses qu'il supporte ou subit au cours ou à l'occasion des affaires de la corporation ou relativement à ses affaires, excepté ceux qui résultent de sa propre négligence ou de son omission volontaire.

10. CONSEILLERS

10.01 Président: Le président préside aux assemblées générales et aux assemblées du conseil d'administration. Il a un droit de vote décisif en plus de son vote ordinaire. Il n'est pas rééligible sauf par acclamation. Il décide toutes les questions d'ordre et de procédure, le tout suivant les règlements de la corporation.

10.02 Vice-présidents: Le premier vice président, en l'absence du président, et le second vice-président, en l'absence des deux premiers, exercent les pouvoirs du président.

Le deuxième vice-président est chargé de façon particulière des relations publiques en général. À ce titre, et plus particulièrement, le deuxième vice-président est chargé d'assister le président dans les relations qu'il entretient au nom du jeune Barreau de Québec avec les autres Jeunes Barreaux du Québec, du Canada et de l'extérieur.

10.03 Secrétaire: Le secrétaire est le dépositaire et le gardien des registres et archives de la corporation. Il doit permettre aux membres l'accès aux registres de la corporation pendant les heures ordinaires de bureau. Le secrétaire est également chargé de la correspondance de la corporation.

10.04 Procès-verbaux: Le secrétaire doit consigner dans le livre des délibérations de la corporation, les procès-verbal des délibérations du conseil d'administration et des assemblées générales. Il doit en donner lecture à la séance suivante du conseil d'administration ou à l'assemblée générale suivante, selon le cas, à moins qu'il n'en soit dispensé. Il est tenu d'apporter à tout procès-verbal les modifications pouvant alors y être ordonnées. Dès que possible après leur adoption et s'il y a lieu, leurs modifications, il doit signer ces procès-

verbaux et les faire signer par le président de l'assemblée.

- 10.05 Rapport annuel: Le secrétaire doit préparer chaque année un rapport des activités de la corporation, lequel est déposé lors de l'assemblée générale annuelle. Ce rapport relate principalement le nombre d'assemblées du conseil d'administration tenues pendant l'année écoulée et, pour chaque membre du conseil d'administration, le nombre d'assemblées auquel il a été présent.
- 10.06 Secrétaire adjoint: Le secrétaire adjoint remplit les fonctions du secrétaire en l'absence de ce dernier ou lorsqu'il est requis par lui.
- 10.07 Trésorier: Le trésorier administre les fonds de la corporation qui doivent être déposés au nom de la corporation dans une banque à charte ou dans une Caisse Populaire déterminée de temps à autre par le conseil d'administration.
- 10.08 Paiements: Tout paiement et tout remboursement doivent être faits par chèque tiré sur le compte de la corporation, signé par le trésorier et par le président ou le premier vice-président. Le conseil d'administration peut autoriser par résolution un de ses membres à signer au lieu du trésorier en l'absence de ce dernier.
- 10.09 Endossements: Les effets de commerce à l'ordre de la corporation ne peuvent être endossés que pour dépôt au crédit de la corporation; la signature du trésorier suffit à cette fin.
- 10.10 Comptabilité: Le trésorier doit tenir dans un livre relié et approprié un compte détaillé des recettes et dépenses de la corporation. Ce livre doit contenir toutes les entrées de caisse et de banque, en colonnes appropriées, identifiant notamment les recettes et les déboursés. Le trésorier doit appliquer toute recommandation que le vérificateur peut faire de temps à autre. Le trésorier peut déléguer cette responsabilité au comptable engagé par le conseil.
- 10.11 Pièces justificatives: Le trésorier doit conserver en ordre les pièces justificatives de toutes les inscriptions faites au livre de compte de la corporation, le tout à la satisfaction du vérificateur.
- 10.12 Rapport et vérification: Le trésorier doit faire un rapport détaillé de son administration des finances de la corporation lors de l'assemblée générale annuelle. Ce rapport doit être vérifié et certifié par un membre de l'Ordre des Comptables Agréés du Canada et ledit certificat doit accompagner ce

rapport. La rémunération du vérificateur est fixée par le conseil d'administration.

- 10.13 Budget des revenus et dépenses: Le trésorier doit, au début de tout nouvel exercice financier, dresser et soumettre au conseil d'administration un budget des revenus et dépenses de la corporation pour l'exercice financier en cours.
- 10.14 Président sortant: Le président sortant assure la continuité entre son administration et celle qui la suit. Il possède tous les droits, pouvoirs et responsabilités conférés aux conseillers. Par exception à l'article 4.01 des présentes, le président sortant, en tout temps durant son mandat, peut compter plus de dix (10) années d'inscription au Tableau de l'Ordre.

11. DISPOSITIONS FINALES

- 11.01 Exercice financier: À moins que le conseil d'administration n'en décide autrement, l'exercice financier de la corporation prend fin le 31^{ème} jour de mars de chaque année.
- 11.02 Vérificateur: L'assemblée générale des membres nomme chaque année un vérificateur chargé d'effectuer la vérification des livres comptables de la corporation et de faire les rapports prévus par la loi. Ce vérificateur est rééligible et a droit à une rémunération fixée par le conseil d'administration.
- 11.03 Modification et révocation: Les règlements de la corporation peuvent être révoqués ou modifiés par voie de règlement adopté par la majorité des conseillers lors d'une assemblée du conseil d'administration et sanctionné par le vote des deux tiers (2\3) des membres présents à une assemblée générale des membres de la corporation convoqués à cette fin.
- 11.04 Livres et registres: Les conseillers doivent veiller à la tenue de tous les registres de la corporation prévus par les règlements de la corporation ou toute loi applicable.

Le présent règlement modifié est adopté par les conseillers du Jeune Barreau de Québec Inc., à Québec, ce 8 mai 2009.